
Sari Nusseibeh: *"Nous construisons l'avenir"*

Marie-Claude Slick

Sari Nusseibeh est un Palestinien de Jérusalem-Est, professeur de philosophie à l'Université de Bir-Zeit. Dès le début du processus de paix, il a été chargé par la délégation palestinienne aux négociations avec Israël, de coordonner les différentes études — menées de façon disparate et dans différents secteurs — concernant les Territoires occupés. Par la suite, il a formé des comités d'experts qu'il anime. Au total, environ trois cents universitaires, chercheurs et professionnels de toute sorte, réunis dans une trentaine de comités, préparent l'avenir de l'Etat palestinien. Marie-Claude Slick l'a rencontré à Jérusalem.

— *Quel est le rôle de ces comités d'experts?*

Ils sont chargés d'établir des politiques pour chacun des secteurs de la vie quotidienne des Palestiniens. Nous voulons réfléchir, à partir des réalités d'aujourd'hui, à ce qui va se passer durant la période intérimaire et déterminer ce que nous voulons faire lorsque se mettra en place le statut définitif des Territoires.

Ainsi chacun de ces comités est consulté sur les questions spécifiques qui relèvent de sa compétence; il va de soi que ce travail nous aide aussi à formuler des positions techniques pour notre équipe de négociateurs.

Tous les secteurs sont concernés: cela va du tourisme jusqu'à des questions très sensibles comme la justice en passant par des thèmes actuellement discutés dans les négociations comme l'eau, l'économie et bien entendu les réfugiés. Il est facile d'imaginer que, par la suite, ce seront autant de champs d'intervention pour l'autorité qui sera mise en place par les Palestiniens.

— *Il ne s'agit donc pas seulement de fournir un instrument de travail à la délégation palestinienne, mais bien de préparer l'avenir?*

Oui, tout à fait. Au début, il fallait surtout travailler pour la

délégation. Mais très vite, nous avons tenté de concevoir des plans à plus long terme. La question était: que voulons-nous faire de nous même? Quelle vision avons-nous de la société que nous voulons bâtir? Pas seulement durant la période intérimaire, mais au-delà, avec l'indépendance. En fait, nous nous disons: de quoi doit être faite cette indépendance, et en fonction de la réponse à cette question, nous déterminons les plans d'autonomie. Et de même, à partir de ce que nous voulons comme autonomie, nous déterminons quelles doivent être nos positions dans les négociations.

Chaque phase a ses exigences. Quand le processus de paix a commencé avec Madrid, nous avons réalisé qu'une nouvelle période s'ouvrait pour laquelle nous devons absolument nous préparer.

Dans le passé, bien avant Madrid, du travail a été fait; mais il a été élaboré par des institutions universitaires, des centres de recherche privés ou encore simplement par des individus. Ce qui est différent avec l'expérience actuelle, c'est que pour la première fois dans les Territoires occupés, on essaie de coordonner le travail de tous ces gens qui incluent aussi désormais de multiples praticiens professionnels qui viennent apporter à ces réflexions, leur expérience. C'est ainsi que par exemple l'ingénieur en électricité de la ville de Naplouse participe au comité sur l'énergie. Autre exemple dans le domaine de la santé aujourd'hui, dans les Territoires occupés, il y a un secteur contrôlé par les Palestiniens eux-mêmes, un autre contrôlé par les Israéliens et un troisième par les organisations relevant des Nations Unies. L'expérience et la contribution de tous les Palestiniens qui travaillent dans ces différents secteurs sont indispensables pour l'élaboration d'une politique nationale de la santé. Il en est de même dans les autres domaines comme l'économie, l'éducation, la justice, les services et même encore pour d'autres questions qui seront abordées plus tard telles que le statut de Jérusalem ou l'avenir des implantations dans les territoires occupés.

— On a souvent entendu les Palestiniens se plaindre du fait que les conditions de l'occupation les empêchaient de faire ce travail de coordination dont vous venez de parler. Est-ce que cela signifie que vous pouvez travailler plus facilement aujourd'hui?

Non, les mêmes problèmes persistent. Nous souhaitons par exemple pouvoir incorporer à nos groupes de travail, des Palestiniens employés dans les différents secteurs de l'Administration civile qui est en fait l'Administration militaire puisqu'elle en dépend totalement. Leur apport nous serait évidemment précieux. Cela était difficile avec l'ancien gouvernement et cela continue à l'être avec l'actuel. De multiples informations continuent à nous échapper et à nos yeux, il n'y a donc eu aucun changement tangible dans ce domaine. J'espère cependant que ces changements auront bientôt lieu.

— *A propos de la question particulièrement sensible de la police municipale palestinienne, le chiffre de vingt mille membres a été avancé; n'est-ce pas exagéré?*

C'est une spéculation un peu prématurée. Le comité qui travaille sur cette question n'a pas encore terminé son travail, il n'en est même qu'aux phases exploratoires. C'est ainsi que nous envoyons des gens à l'étranger pour étudier l'expérience des autres pays et tout particulièrement la Jordanie. Quand ils auront terminé leur rapport et seulement à ce moment-là, nous pourrions en parler.

— *Supposez que, comme le prévoit Itzhak Rabin, l'autonomie soit mise en place dès l'automne 1993. Serez-vous prêt?*

Oui, il n'y a pas de problèmes. Nous serons prêts à assumer toutes les tâches qui seront les nôtres. Là n'est pas la question. Le véritable problème est de savoir si les Israéliens sont prêts à nous donner le type d'auto-gouvernement intérimaire que nous exigeons, c'est-à-dire celui qui devrait être le premier pas vers la fin de l'occupation et vers l'indépendance.

L'autre grande question est celle de la formation car il est évident que nous avons beaucoup de lacunes à ce niveau dans différents domaines qu'il nous faut combler au plus vite tout en sachant qu'il nous faudra au moins deux ou trois ans pour y parvenir.

Entretien conduit à Jérusalem par

Marie-Claude Slick